

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 20 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ASTRA RECYCLAGE

« Champ des Charbonnières »
58000 Saint-Éloi

Références : 230077
Code AIOT : 0025100036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2022 dans l'établissement ASTRA RECYCLAGE, implanté au lieu-dit « Champ des Charbonnières » - 58000 Saint-Éloi. L'inspection a été annoncée le 04/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASTRA RECYCLAGE
- « Champ des Charbonnières » - 58000 Saint-Éloi
- Code AIOT : 0025100036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DE.VA.EL. (DEchets Valorisation Elimination) est autorisée par arrêté préfectoral n° 58-2017-11-06-001 du 06 novembre 2017 à exploiter une plate-forme de déchets dangereux (déchets d'amiante lié uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, sur la commune de Saint-Eloi (58). Le site et l'exploitation ont été rachetés par la société ASTRADEC le 28 décembre 2020. L'exploitant, jusqu'en avril 2022, était la société DE.VA.EL et est aujourd'hui la société ASTRA RECYCLAGE, appartenant au Groupe ASTRADEC.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de la mise en demeure du 09/07/2021 et des astreintes du 09/07/2021 et 17/09/2020

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 09/07/2021, article 1	/	Astreinte	1 mois
4	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 09/07/2021, article 1	/	Astreinte	1 mois
6	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 09/07/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Astreinte	Autre du 09/07/2021, article 1	/	Sans objet
8	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 581-47	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Astreinte	Autre du 17/09/2020, article 1	/	Levée d'astreinte
5	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 09/07/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée dans le cadre du récolement des astreintes des 09/07/2021 et 17/09/2020 et de l'arrêté de mise en demeure du 09/07/2021 dont certains points ne sont pas respectés et qui amène l'IIC a proposé une nouvelle astreinte. Il est à noter que l'exploitant a déposé le 5 octobre 2022 un dossier d'enregistrement pour se régulariser et étendre son activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Astreinte

Référence réglementaire : Autre du 09/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : La société DE.VA.EL, dont le siège social est situé CD 978, Pré des Morvandiaux – 58000 SAINT-ÉLOI, exploitant une plate-forme technique de traitement de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, au lieu-dit « Champ des Charbonnières » sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI (Nièvre), est rendue redevable de l'astreinte administrative suivante : <ul style="list-style-type: none">• d'un montant journalier (jours calendaires) de 50 € (cinquante euros) jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2020, susvisée, pour ce qui concerne le remblaiement des parcelles non autorisées n° 209, 1535, 1564, 1565, 1566, 1567 ; Cette astreinte prend effet dans un délai de 9 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté. L'astreinte est liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.
Constats : L'exploitant a déposé le 5 octobre 2022 un dossier d'enregistrement pour se régulariser et étendre son activité (rubriques prévues 2760-3 (E), 2714 (E), 2791 (D), 2794 (D)). Le but est, en outre, de transférer l'activité ISDI (2760-3) des parcelles non autorisées sur les 77 et 85. Le jour de l'inspection, l'inspecteur n'a pas assisté à des dépôts d'inertes. L'exploitant fournira à l'IIC les justificatifs concernant le respect de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2020, susvisée, pour ce qui concerne le remblaiement des parcelles non autorisées n° 209, 1535, 1564, 1565, 1566, 1567.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Autre du 17/09/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société DE.VA.EL, dont le siège social est situé CD 978, Pré des Morvandiaux – 58000 SAINT-ÉLOI, exploitant une plate-forme technique de traitement de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, au lieu-dit « Champ des Charbonnières » sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI (Nièvre), est rendue redevable des astreintes administratives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un montant journalier (jours calendaires) de 50 € (cinquante euros) jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 29 août 2019, susvisé pour ce qui concerne le transfert des activités de transit et traitement des déchets exploités sur les parcelles AM77 et AM85 vers les parcelles 208 et 1569 autorisées par l'arrêté préfectoral, et la transmission des photographies des parcelles ainsi nettoyées de tout déchet ; • d'un montant journalier (jours calendaires) de 50 € (cinquante euros) jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 29 août 2019, susvisé pour ce qui concerne la transmission du rapport de cessation d'activité sur les parcelles AM77 et AM85. <p>Ces astreintes prennent effet dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p> <p>Les astreintes sont liquidées complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.</p> <p>Constats : Début mars 2021, les activités des parcelles 77 et 85 ont été transférées sur les parcelles autorisées 208 et 1569. Les parcelles 85 et 77 ont été nettoyées. Environ 18 000 m³ de matériaux inertes ont été évacués courant du mois d'avril.</p> <p>Le rapport de cessation d'activité pour les parcelles 85 et 77 a été transmis 06/07/21. Il comprend un rapport sites et sols pollués SOCOTEC du 01/07/2020 et EXASOL (pour des sondages et des essais de lixiviation sur matériaux).</p> <p>Les conclusions et recommandations de ces derniers sont à prendre en compte par l'exploitant.</p> <p>L'astreinte est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 3 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : La société DE.VA.EL, dont le siège social est situé CD 978, Pré des Morvandiaux – 58000 SAINT-ÉLOI, exploitant une plate-forme technique de traitement de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, au lieu-dit « Champ des Charbonnières » sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI (Nièvre), est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 1.1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en transmettant à l'inspection des installations classées le rapport de l'audit environnemental portant sur la nature, la composition, la qualité et la stabilité technique des matériaux remblayés sur les parcelles des terrains cadastrées 208, 209, ainsi que sur la partie ouest par rapport à la canalisation de gaz qui traverse le site suivant une direction nord-sud des parcelles de terrains cadastrées 1535 et 1569 ; <p>Constats : L'exploitant n'a pas transmis ni le rapport de l'audit environnemental, prescrit ni le justificatif de la commande de cet audit.</p> <p>L'arrêté de mise en demeure n'est pas respecté.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : La société DE.VA.EL, dont le siège social est situé CD 978, Pré des Morvandiaux – 58000 SAINT-ÉLOI, exploitant une plate-forme technique de traitement de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, au lieu-dit « Champ des Charbonnières » sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI (Nièvre), est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 7.1.4 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en clôturant le site sur la totalité des limites de propriété du site classé au titre des ICPE par un dispositif formant obstacle à l'intrusion de personnes suffisamment résistant, d'une hauteur minimale de 2,5 mètres ; <p>Constats : L'exploitant n'a pas clôturé le site à date.</p> <p>L'arrêté de mise en demeure n'est pas respecté.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : La société DE.VA.EL, dont le siège social est situé CD 978, Pré des Morvandiaux – 58000 SAINT-ÉLOI, exploitant une plate-forme technique de traitement de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, au lieu-dit « Champ des Charbonnières » sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI (Nièvre), est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en mettant tous les récipients de stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sur une rétention adaptée, avec un volume suffisant tel qu'indiqué à l'article 7.3.1 ; <p>Constats : Durant l'inspection, 2 bidons ont été constatés sans rétention. Ce point a été rectifié par l'exploitant dans l'après-midi (justificatif photo fourni).</p> <p>Les bidons d'huiles engins sont sur rétention.</p> <p>L'APMD est respecté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : La société DE.VA.EL, dont le siège social est situé CD 978, Pré des Morvandiaux – 58000 SAINT-ÉLOI, exploitant une plate-forme technique de traitement de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, au lieu-dit « Champ des Charbonnières » sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI (Nièvre), est mise en demeure de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en faisant réaliser le contrôle des eaux superficielles ; ce contrôle a lieu en période pluvieuse (d'octobre à juin) via des prélèvements et analyses sur les eaux pluviales issues de son site. Les paramètres contrôlés sont ceux définis à l'article 4.3.8.3 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017 susvisé ; les analyses sont assurées suivant les normes en vigueur ; <p>Constats : Les analyses ont été effectuées en 2021 mais le rapport de SOCOTEC n'a pu être établi suite à un problème. L'exploitant a demandé à SOCOTEC les résultats 2021. Les résultats des analyses d'avril 2021 pour les piézomètres et le bassin de lagunage ont été fournis. Socotec relève plusieurs dépassements : « Lors de la réalisation des prélèvements, plusieurs ouvrages pour les prélèvements de lixiviats étaient inexploitable (secs), ainsi que le ruisseau longeant le terrain. Il a été constaté : - Un dépassement en sulfates dans l'ouvrage de prélèvement d'eaux souterraines ES2, cohérent avec les dépassements relevés régulièrement dans cet ouvrage, - Un dépassement du paramètre DCO dans le puits n°2.</p> <p>Pour les eaux du bassin de récupération, il a été constaté : - un léger dépassement de la teneur en COT par rapport aux exigences de votre arrêté ; - un dépassement notable de la teneur en ion ammonium ».</p> <p>L'exploitant a fourni la commande pour les analyses prévues en 2022.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que son AP du 6/11/17 prévoit une fréquence bisannuelle pour l'auto-surveillance des eaux résiduaire et des eaux souterraines selon les articles 8.2.2 et 8.2.3 correspondants.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 581-47
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.</p> <p>II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.</p> <p>III. – Par dérogation au II, pour les ouvrages mentionnés aux rubriques 3.2.5.0 et 3.2.6.0 du tableau de l'article R. 214-1 et les installations utilisant de l'énergie hydraulique, la déclaration est faite préalablement au transfert.</p> <p>Elle comprend, outre les éléments prévus au II, des pièces justifiant les capacités techniques et financières du nouveau bénéficiaire.</p> <p>S'il entend s'opposer au transfert, le préfet notifie son refus motivé dans le délai de deux mois.</p> <p>IV.-Par dérogation au II, pour les installations relevant de l'article L. 515-32 autres que celles mentionnées au 3° de l'article R. 516-1, l'exploitant informe le préfet préalablement au transfert envisagé.</p> <p>Cette information comporte les éléments mentionnés au III.</p> <p>Le préfet exerce son droit d'opposition au transfert dans les délais et conditions prévus au même III.</p> <p>V.-En outre, pour toutes les installations relevant de l'article L. 515-32, l'exploitant informe, au préalable, le préfet de tout changement du nom, de la raison sociale ainsi que du siège de la société exploitant l'établissement et de l'adresse de ce dernier.</p> <p>Constats : L'exploitant justifiera que le changement d'exploitant a été déclaré pour ce site racheté à DE.VA.EL et que les pièces justifiant des capacités techniques et financières du nouveau bénéficiaire ont bien été transmises.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet